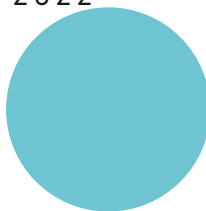




# ACCÈS À L'INFORMATION DE QUALITÉ SUR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE AINSI QUE LES DROITS Y AFFÉRANT AU BURUNDI

-----  
UNE REVUE NARRATIVE PRÉPARÉE PAR LES -MEMBRES DE LA  
COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE NATIONALE SUR LA CONFÉRENCE DE CO-  
CRÉATION 2022

MARS 2022



Préparé par:

Daniel Kagimbi, Consultant  
Olivier Makambira, Share-Net Burundi,

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

**ABEM:** Association Burundaise des Etudiants en Médecine  
**ABS :** Alliance Burundaise contre le Sida  
**ABUBEF:** Association burundaise pour le bien-être de la famille  
**AFPA :** Association des Femmes Psychologues en Action  
**ANSS:** Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et malades du sida  
**APFB :** Association pour la Promotion de la Fille Burundaise  
**ASB :** Association des Scouts du Burundi  
**AWIA :** African woman in action  
**AWOR :** Action for woman Right  
**CCC :** Conférence de Co-Création  
**CCIB:** Chambre de Commerce et d'industrie du Burundi  
**CdP :** Communauté de Pratique Nationale  
**CEFEAJ:** Centre d'études, de formation et d'encadrement sur l'autonomisation des jeunes  
**CMAAO:** Centre Médical d'Accueil, Accompagnement et Orientation  
**COMIBU:** Communauté islamique du Burundi  
**ENABEL:** Agence Belge de développement  
**GUSA-Burundi:** Gira Ubuntu for Sustainable Action Burundi  
**IPROSARUDE:** Initiative for the Promotion of Rural health and Development  
**JLC:** Jars of love community  
**JSBM:** Jeunesse au service d'un Burundi meilleur  
**ODJ :** Observatoire pour le Développement de la Jeunesse  
**OIM :** Organisation Internationales des Migrations  
**OMS :** Organisation mondiale de la santé  
**PSI:** Populations Services International  
**PSV :** Psychologues Sans Vacances  
**REJA:** Réseau des jeunes en action  
**RENAJES :** Réseau National des Jeunes Engagés dans la lutte contre le SIDA  
**RNJ Plus:** Réseau National des Jeunes vivant avec le VIH  
**RTNB:** Radio-Télévision Nationale du Burundi  
**SaCoDe :** Santé des Communautés pour le Développement  
**SDSR :** Santé et les droits sexuels et reproductifs  
**SDSRAJ:** Santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes  
**SIDA :** Syndrome d'Immunodéficience Acquise  
**SNB :** Share-Net Burundi  
**SNI :** Share-Net International  
**SSR :** Santé sexuelle et reproductive  
**UE :** Union européenne  
**UNESCO:** Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture  
**UNICEF :** United Nations of International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en français)  
**USAID:** The United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)  
**JICA:** Japanese International Cooperation Agency

## Table des matières

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	2
TABLE DES MATIERES.....	3
I. INTRODUCTION.....	4
1.1. CONTEXTE.....	4
1.2. BUT, OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA CONFÉRENCE.....	4
II. METHODOLOGIE.....	5
III. IDENTIFICATION DES ACTEURS.....	5
3.1. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LE NIVEAU D'INTERVENTION.....	6
3.2. CLASSIFICATION DES INTERVENANTS SELON LES SECTEURS D'INTERVENTION.....	6
IV. RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER L'ACCES A LA SDSR DES ADOLESCENTS ET JEUNES AU BURUNDI.....	11
4.1. Etat des connaissances sur la SDSRAJ.....	12
4.2. Les domaines prioritaires où les changements sont nécessaires pour améliorer l'accès à l'information sur la SDSR.....	13
4.3. Les types de produits à développer.....	13
4.4. Recommandations pour relever les défis et aboutir à un meilleur moyen d'accéder facilement et rapidement à l'information fiable en matière de SSR.....	13
V. ETUDE DE CAS : YAGA.....	14
5.1. Présentation de YAGA.....	14
5.2. L'audience de YAGA.....	14
5.3. Les principales thématiques abordées par YAGA.....	14
5.4. Les outils/ canaux de communications diversifiés de YAGA.....	14
5.5. L'origine du succès de Yaga.....	14
5.6. Recommandations de YAGA à Share -Net est ses partenaires pour accroître l'accès à l'information de qualité à un grand nombre de jeunes au Burundi ?.....	15
VI. CONCLUSION.....	15
Références bibliographiques.....	16

## INTRODUCTION

Le Burundi a une superficie de 27 834 km<sup>2</sup>, population estimée à 11.890.781 habitants avec une forte densité de population de 427 personnes par km<sup>2</sup>. Pays faiblement urbanisé (12%), où les enfants âgés de moins de 18 ans représentent 49% de la population totale. Bien qu'en recul, l'indice de fécondité reste élevé (5,5 enfants par femmes en 2017) et les projections démographiques prévoient un doublement de la population d'ici trente ans. En 2050, les urbains pourraient représenter près d'un quart du total de la population et le nombre d'enfants dépasser les 6,7 millions, contre 5,6 aujourd'hui. Dans ce contexte, on observe une forte pression sur les systèmes éducatifs et de santé.

Share-Net Burundi est une plate-forme de partage des connaissances sur la Santé et Droits Sexuels et Reproductifs qui se focalise sur les jeunes. Sa mission est d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des Burundais à travers une communication ouverte, un partage de connaissances, une facilitation de la recherche et le plaidoyer réalisé à travers une mise en place d'une politique de santé adaptée.

Depuis 2020, Share-Net international organise, chaque année, une conférence internationale sur un thème bien déterminé. Cette année 2022, sa troisième conférence internationale de co-création (CCC) portera sur le thème, "Engaging in Knowledge Translation Together", et sera organisée en collaboration avec Share-Net Colombia. Il s'agira d'une conférence de travail hybride où les participants travailleront ensemble pour créer des produits de connaissance concrets qui seront utilisés pour influencer les politiques et les pratiques au niveau national, régional et/ou mondial.

Tous les participants, y compris les chercheurs, les praticiens et les décideurs politiques, s'engageront dans des dialogues et feront partie du processus de co-création de ces produits de connaissance. Lors des sessions finales de la CCC, SNI lancera l'appel à subventions pour finaliser ces produits de connaissance. Cette conférence prendra une forme hybride, avec (si les circonstances le permettent) des participants travaillant en face à face à Bogotá, en Colombie, et des participants travaillant en ligne. Il est prévu que la conférence accueille un maximum de 35 personnes en Colombie et 15 personnes en ligne.

Les Communautés de pratique (CdP) nationales ont été déjà établies y compris au Burundi pour assurer que les informations, les preuves ainsi que les défis rencontrés soient adressés au cours de la conférence et des solutions pratiques soient mises en place après la conférence.

Ce bilan narratif de la CdP nationale est un des résultats attendus du processus et vise à présenter l'état des connaissances et des preuves autour du thème "SDSR pour les adolescents et les jeunes" au Burundi. Ce rapport a été réalisé grâce à la contribution des organisations locales impliquées dans la SDSR en vue d'améliorer l'accès aux services et aux informations en SDSR pour les adolescents et les jeunes au Burundi y compris les adolescents et les jeunes les plus vulnérables ou les plus difficiles à atteindre.

Les défis de la santé sexuelle et reproductive des adolescents sont actuellement reconnus par l'objectif de développement durable numéro 3, qui vise à éradiquer les infections au VIH et à fournir un accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'à intégrer ces services dans les stratégies nationales.

## 1.1. BUT, OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA CONFÉRENCE

La conférence vise à traduire les connaissances et les preuves en produits que les membres de la SNI et les autres participants peuvent utiliser pour améliorer les politiques et les pratiques autour d'un ou plusieurs thèmes spécifiques de la santé sexuelle et reproductive.

Les objectifs spécifiques de la CCC sont les suivants :

- présenter l'état des connaissances et des preuves autour de " l'accès à des informations de qualité sur la santé et les droits sexuels et reproductifs " ;
- identifier les domaines où des changements sont nécessaires, ainsi que le type de produits et de processus requis pour améliorer les politiques et/ou les programmes ;
- élaborer des produits et des résultats conjointement avec des experts en contenu, des rédacteurs professionnels, des spécialistes des médias et des concepteurs visuels ;
- analyser le cadrage des messages et le langage utilisé dans les produits, en vérifiant la possibilité d'atteindre le public cible ;
- élaborer des produits de connaissance concrets pour différents pays et contextes sur la manière d'influencer les processus de changement ;
- lancer le cycle de petites subventions de la SNI qui se concentrera sur la mise en œuvre de ces produits de connaissance ; et
- offrir la possibilité d'apprendre, d'échanger et de créer des réseaux entre et avec les acteurs internationaux de la SSR

Les résultats attendus de l'ensemble du processus sont :

- § une liste des principales parties prenantes impliquées dans " l'accès à des informations de qualité sur la santé et les droits sexuels et reproductifs " au niveau mondial ;
- § un examen narratif de la piste thématique ;
- § un dossier de preuves de la piste thématique ;
- § une longue liste de produits de connaissance possibles basés sur les dialogues délibératifs ;
- § des produits de connaissances réels élaborés pendant et après le CCC pour influencer les politiques et/ou les pratiques ;
- § des plans d'action pour mettre en œuvre les produits de connaissance développés ; et
- § un retour d'information aux membres du SNI sur le processus et les réalisations.

Résultat escompté : Les plans d'action sont exécutés afin de réaliser des améliorations décisives dans les politiques et/ou les pratiques.

### I. METHODOLOGIE

Pour arriver à réaliser ce travail, la méthodologie suivie était basée sur une revue documentaire des rapports, documents de politiques, programmes et stratégies déjà produits au niveau national et international et lecture des documents en ligne disponibles sur les sites de Share Net et autres organisations engagées dans la promotion de la SDRS; des entretiens avec les partenaires clés de Share Net Burundi en l'occurrence le Programme National de Santé de la Reproduction, l'Ambassade des Pays-Bas au Burundi et des focus-group qui ont connu la participation des communautés de pratiques déjà mise en place, un échantillon de quelques organisations locales œuvrant dans le domaine de la SDRS y compris celles ayant comme groupe cible les adolescents et les jeunes des catégories défavorisées, minoritaires, difficiles à atteindre compte tenu de leurs conditions de vie, les lois du pays, les croyances religieuses, etc.

Les organisations représentées dans ces focus-group sont : ZEN Planet Magazine, CRIDIS (en virtuel), Association des guides du Burundi, AKEZA-NET, ABEM, UNIPROBA, ASF, BAPUB, BAWA, RNJ Plus, et HUMURE. Enfin une étude de cas a été réalisée avec ....., une des organisations partenaire de Share-net Burundi qui active dans le domaine de SDS en particulier sur l'accès à l'information de qualité en faveur des adolescents et des jeunes

# IDENTIFICATION DES ACTEURS

Pour donner plus d'informations sur les partenaires œuvrant dans la santé sexuelle et reproductive et les droits y afférant, un brainstorming a été fait par les participants sur base des différentes cartographies faites par Share-Net Burundi. A la fin, nous sommes parvenus aux partenaires suivants :

## 1° Au Niveau du Gouvernement : les Ministères techniques

- § Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA, en particulier le Programme Nationale de la Santé de la reproduction PNSR
- § Ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique –
- § Ministère des Affaires de la communauté Est-Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture
- § Ministère de la Solidarité nationale, des Affaires sociales, des Droits de la personne humaine et du Genre
- § Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique

## 2° La Commission des affaires sociales du Parlement

## 3° Les Agences des Nations Unies

- § ONUSIDA
- § Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP/UNFPA)
- § Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)
- § ONU Femmes : UNWOMEN
- § Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- § Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture(UNESCO)
- § Programme Alimentaire Mondial(PAM)
- § Organisation International pour les Migrations(OIM)

## 4°Ambassades et agences de coopération bilatérale

- § L'ambassade du Royaume des Pays-Bas au Burundi
- § L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
- § La coopération allemande (GIZ-Santé)
- § Coopération Belge : ENABEL
- § JICA
- § Swiss Coopération
- § Agence Norvégienne de Coopération(NORAD)

## 5° Organisations internationales non gouvernementales(INGOs):

- § Care International
  - § Cordaid
  - § Rutgers
  - § Health-Net TPO
  - § Action-aid
  - § Christian-aid
  - § I+ solutions
  - § Health Action International
  - § PSI
  - § AUXFIN
  - § COCAFEM
  - § Engender health
  - § SWAA-Burundi
  - § Tear Fund
  - § Health Action International
  - § Healthy Entrepreneurs
  - § RNW Media
  - § Bibliothèque Sans Frontières
  - § FHI
  - § Faith in Action
  - § Chemonics
  - § World Vision
  - § Health Action International
  - § Healthy Entrepreneurs
  - § World Relief
- 6°Organisations non-gouvernementales locales

## 6° Organisations non-gouvernementales locales

- § L'Association burundaise pour le bien-être de la famille (ABUBEF)
- § Centre SERUKA pour les victimes de la violence sexuelle
- § SaCoDe
- § NTURENGAHO : Une Association de prise en charge médico-psychologique des grossesses non désirées
- § SOSODE asbl
- § ANSS
- § PSV : Psychologue Sans Vacances Association
- § IPROSARUDE
- § TWUBAKE
- § FASTSUP
- § ABS : alliance burundaise contre le SIDA
- § ARFP : Association for Reproductive and Family planning
- § FVS Amade
- § CAFOB - AFRABU
- § RBP+ Nturengaho
- § APROSAP-Burundi
- § IADH
- § DUSHIREHAMWE
- § African Women in Action
- § Croix-Rouge Burundi
- § UNIPROBA
- § Albinos Sans Frontières(ASF)
- § Rural Women Initiative for Social Empowerment(RWISE)
- § Bi-Human Rights(BHR)
- § Union des personnes handicapées du Burundi(UPHB)
- 7° Associations/organisations/mouvements et réseaux de jeunes
- § ASB : Association des Scouts du Burundi
- § Association pour la promotion de la fille burundaise (APFB)
- § Association des jeunes unis volontaires (AJUVA)
- § Le Réseau des Jeunes Vivants avec le VIH(RNJ+)
- § Le Réseau des jeunes Africains pour les Droits de l'Homme(REJADH)
- § Mouvement pour l'Action des jeunes de l'ABUBEF(MAJ)
- § GUSA-BURUNDI
- § ISHAKA 2250
- § Association des Guides du Burundi
- § Afrika Youth Movement in Burundi
- § ABEM : Association des Etudiants en Médecine
- § RENAJES
- § YELI (Youth Empowerment Leadership Initiative)
- § WUFF Burundi

## 8° Institutions de recherche

- § L'institution de santé publique (INSP)
- § L'Institut de la statistique et des études économiques du Burundi (ISTEEBU)
- § L'Université du Burundi : Faculté de Médecine;Faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation(CRIDIS);Faculté des sciences Economique et de Gestion
- § Université de Ngozi
- § Université Lumière de Bujumbura
- § Université des Grand-Lacs
- § Université de Mwaro
- 9° Confessions religieuses
- § Le Conseil national des Églises protestantes du Burundi
- § La Communauté des Eglises Musulmanes du Burundi(COMIBU)
- § L'Église catholique du Burundi / CARITAS
- § Réseau des Confessions pour le Bien-Etre Intégral de la famille
- § Diaconia Burundi
- § Alliance des Imans du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire(AICNDH)
- § Service Yezu Mwiza
- § Bureau National pour l'Éducation Catholique
- § Musulmans pour les Valeurs Progressives (MVP)
  
- 10°Media en SSR
- § Radio-télévision Nationale du Burundi(RTNB)
- § Radio-Télévision REMA
- § Radio-Télévision Isanganiro
- § Radio Scolaire Nderagakura
- § CCIB FM+
- § Jimbere Magazine
- § Yaga Burundi - Burundi Eco
- § Radio Izere
- § Agence Burundaise de Presse ABP
- § Radio Culture
- § Radio Buja FM
- § Radio La Colombe
- § Le Journal Burundi Eco
- § BeTV Burundi
- § ZenPlanet Magazine
- § Mashariki TV
- § Akeza Net
- § Groupe de Presse Iwacu
- § Ikiriho
- § Radio Mariya Burundi

Secteur	Organisation/Intervenant	Groupe cible et domaines d'intervention
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNFPA/PNSR</li> <li>• PSI</li> <li>• ABUBEF</li> <li>• Engender Health</li> <li>• Bibliothèque sans frontières (BSF)</li> <li>• Gouvernement du Burundi avec certains Ministères</li> <li>• Coopération Suisse,</li> <li>• Croix rouge</li> <li>• Fonds Mondial, UNICEF</li> <li>• GIZ</li> <li>• Consortium de l'UE</li> <li>• OMS</li> <li>• OIM</li> <li>• Médecins sans vacances</li> <li>• Louvain coopération</li> </ul> <p>Christian Aid avec ses partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ABDDM</li> <li>• PAMUSAB</li> <li>• CRB</li> <li>• IADH</li> <li>• SWAA</li> <li>• SERUKA</li> <li>• MUKENYEZI MENYA</li> <li>• NTURENGAHO</li> <li>• DUSHIREHAMWE</li> <li>• Eglise anglicane/RCBIF</li> <li>• ABUBEF</li> <li>• COPED</li> <li>• IADH</li> <li>• Chemonics International</li> <li>• World Vision</li> </ul>	<p>Toutes ces organisations interviennent dans le renforcement du système de santé dans certaines provinces du Burundi, avec un accent particulier mis sur les femmes et les jeunes adolescentes.</p> <p>Elles assistent aussi les ménages vulnérables en matière de santé, nutrition ou sécurité alimentaire, cohésion sociale et cohabitation pacifique</p>
Education	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernement du Burundi à travers certaines universités :</li> <li>• Université du Burundi</li> <li>• Institut National de Santé Publique</li> <li>• Université Ngozi</li> <li>• Université Espoir d'Afrique</li> <li>• UNICEF</li> <li>• UNFPA</li> <li>• ABUBEF</li> <li>• CIRGL</li> <li>• RTF</li> <li>• NUFFIC,</li> <li>• CINOP</li> <li>• CARE International</li> <li>• Rutgers(LMCPM) Bibliothèque Sans Frontière (BSF) :(IdeasCubes)</li> <li>• Jimbere Magazine</li> <li>• Yaga Burundi</li> <li>• GIZ</li> <li>• World Vision</li> <li>• Christian Aid</li> </ul>	<p>Des connaissances pratiques sur la SDSR sont développées pour les jeunes de différentes écoles, à travers les plateformes numériques, à travers les magazines et les pairs éducateurs sont formés. Dans les universités, les notions de SSRAJ ont été intégrées dans les programmes académiques des facultés qui forment les enseignants.</p>



Secteur	Organisation intervenant	Groupe cible et domaine d'intervention
Espace Jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bibliothèques Sans Frontières (BSF)</li> <li>• CEBULAC</li> <li>• Care International</li> <li>• ABUBEF</li> <li>• IPROSARUDE</li> <li>• PSI/ANFS</li> <li>• Jimbere Magazine : Clubs de lecture</li> <li>• Ministère de la santé : Centre de santé amis des jeunes(CDSAJ)</li> </ul>	<p>Dans ces espaces pour la jeunesse, les intervenants font la sensibilisation sur la SDR pour les adolescents et jeunes, notamment dans les Centres Jeunes de certaines provinces et dans les espaces aménagés dans les camps des réfugiés</p>
INSTITUTIONS RELIGIEUSES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Conseil national des Églises protestantes du Burundi</li> <li>• La Communauté des Eglises Musulmanes du Burundi(COMIBU)</li> <li>• L'Église catholique du Burundi / CARITAS</li> <li>• Réseau des Confessions pour le Bien-Etre Intégral de la famille</li> <li>• Diaconia Burundi</li> <li>• Alliance des Imans du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire(AICNDH)</li> <li>• Service Yezu Mwiza</li> <li>• Bureau National pour l'Éducation Catholique</li> <li>• Musulmans pour les Valeurs Progressives (MVP)</li> </ul>	<p>Intervention auprès des leaders religieux par des dépliants. Certaines églises sont engagées en matière de SDR, où les clubs des jeunes sont encadrés</p>
ES GROUPEMENTS COMMUNAUTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cordaid</li> <li>• Unicef</li> <li>• Care International</li> <li>• Health-Net TPO</li> <li>• UNWOMEN</li> <li>• Centre Seruka</li> <li>• Christian Aid</li> <li>• AUXFIN</li> <li>• World Vision</li> <li>• Healthy Entrepreneurs</li> <li>• SaCoDé</li> <li>• Caritas Burundi</li> <li>• APFB</li> <li>• RNJ Plus</li> </ul>	<p>L'intervention porte sur le développement des compétences de vie et autonomisation socioéconomiques des jeunes à travers les VSLAs. Il y a aussi l'encadrement des jeunes et des femmes sur la SDR et la psychothérapie dans certaines provinces du Burundi.</p>

Secteur	Organisation intervenant	Groupe cible et domaine d'intervention
Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Health Action International</li> <li>• TWITEZIMBERE</li> <li>• Share-Net Burundi</li> <li>• ActionAid</li> <li>• Croix Rouge du Burundi</li> <li>• COCAFEM</li> <li>• TearFund Burundi</li> <li>• UNFPA</li> <li>• Action-aid</li> <li>• AFRABU</li> </ul>	Engagés dans la diffusion des contenus sur la santé sexuelle et reproductive : émission, magazine, des contenus virtuels/online, reportages, motion designs, blogs
Communication de masse	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Radio-télévision Nationale du Burundi(RTNB)</li> <li>• Radio-Télévision REMA</li> <li>• Radio-Télévision Isanganiro</li> <li>• RadioScolaire Nderagakura</li> <li>• CCIB FM+</li> <li>• Jimbere Magazine</li> <li>• Yaga Burundi</li> <li>• Radio Izere</li> <li>• Agence Burundaise de Presse ABP</li> <li>• Radio CultureRadio</li> <li>• Buja FM</li> <li>• Radio La Colombe</li> <li>• Le Journal Burundi Eco</li> <li>• BeTV Burund</li> <li>• ZenPlanet Magazine</li> <li>• Menya Media Group</li> <li>• Akeza Net</li> <li>• Groupe de Presse Iwacu</li> <li>• Ikiriho</li> <li>• Radio Mariya Burundi</li> <li>• Mashariki TV</li> <li>• Radio-Télévision Buntu</li> </ul>	Engagés dans la diffusion des contenus sur la santé sexuelle et reproductive : émission, magazine, des contenus virtuels/online, reportages, motion designs, etc

# RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER L'ACCES A LA SDRS DES ADOLESCENTS ET JEUNES AU BURUNDI

Le Burundi est un pays culturellement et religieusement sensible lorsqu'il s'agit de l'accès à la contraception et aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs, ce qui signifie que l'accès à l'éducation sexuelle complète reste un défi sans mentionner d'autres services adaptés aux jeunes, un sujet tacite et politiquement restreint. Le thème de cette année a été choisi pour mitiger l'accès à l'information sur la santé et les droits sexuels et reproductifs afin de donner aux jeunes des informations en matière de santé sexuelle et reproductive.

Les adolescents et les jeunes au Burundi sont confrontés à beaucoup de défis en matière de SDRS car étant considéré comme un sujet tabou entraînant un manque de dialogue entre parents-enfants à propos de l'éducation sexuelle. Ces derniers perçoivent des difficultés à s'exprimer auprès de leurs parents et préfèrent se ressourcer ailleurs (réseaux sociaux, leurs amis, etc) ce qui peut occasionner qu'ils reçoivent de fausses informations ou décident par curiosité d'explorer eux-mêmes ce sujet non abordé par leurs parents ce qui fait que le partage des connaissances sur la SDRS reste un problème majeur au Burundi. Pour analyser et passer en revue ce sujet, des focus-group constitués de divers partenaires des Share Net Burundi, des membres des différentes organisations travaillant sur la SDRS ont été organisés en dates du 15 et 16 Mars 2022 en vue d'analyser, d'élaborer, d'approfondir les connaissances sur la SDRS.

Les partenaires qui ont participé à ces focus groupe sont ZEN Planet Magazine, CRIDIS (en virtuel), Association des guides du Burundi, AKEZA-NET, ABEM, UNIPROBA, ASF, BAPUB, BAWA, RNJ Plus, et HUMURE.

Les participants à ces échanges devaient :

- S'exprimer sur les connaissances acquises en matière de SDRS au point de vue personnel et/ou en se référant à l'expérience acquise auprès des bénéficiaires de leurs organisations (les sources d'informations sur la SDRS, les difficultés rencontrées au cours de la recherche d'informations sur la SDRS

- Identifier les domaines et groupes nécessitant un renforcement des connaissances en matière de SDRS et la stratégie à utiliser ,
- Faire des suggestions de produits de connaissances à développer pour améliorer l'accès à l'information en SDRS

-Identifier :

- la stratégie à utiliser pour influencer les politiques et les programmes en matière de partage de l'information sur la SDRS,
- les parties prenantes dans la production et le partage de l'information sur la SDRS
- ce qu'il faut pour que les intervenants en matière de SDRS travaillent en synergie / réseau
- Donner leur appréciation sur le rôle de Share-Net Burundi dans l'amélioration de l'accès à l'information de qualité sur la santé et les droits sexuels et reproductifs.
- Donner des suggestions ou recommandations pour relever les défis et aboutir à un meilleur moyen d'accéder facilement et rapidement à l'information fiable en matière de SSR.

## Les résultats attendus du focus-group

1. des recommandations nationales sur le sujet/thème, des suggestions de produits de connaissance et des domaines prioritaires à développer;
2. Choisir une étude de cas qui contribuera à l'enrichissement et à une large diffusion des informations de qualité sur la SDRS aux adolescents et jeunes;
3. une cartographie nationale des parties prenantes mise à jour avec de nouveaux intervenants depuis 2021

## 4.1. Etat des connaissances sur la SDSRAJ

Près d'un Burundais sur quatre est un adolescent. Cette tranche d'âge connaît une croissance plus rapide que les autres, une réalité qui devrait perdurer jusqu'en 2025. Entre 2010-2015 et 2015-2020, on prévoyait une accélération du taux de croissance annuel de la population adolescente, qui devait passer de 2,0 % à 3,9 %, tandis que celui des autres catégories devait baisser de 3,2 à 2,0 (ISTEEBU 2017). Ces chiffres démontrent l'urgence qu'il y a à investir en faveur des adolescents. La cohorte des adolescents restera la plus importante du Burundi au fil du temps, avec un pic à 24 % de la population totale vers 2025.

Selon les données de l'EDS 2017, au Burundi, une jeune femme sur huit a accouché avant l'âge de 18 ans (13%) ; 8 % des adolescentes avaient déjà commencé leur vie féconde dont 6% avaient au moins un enfant et 2% étaient enceintes d'un premier enfant, une majorité de jeunes n'a toujours pas de connaissance approfondies sur le VIH/SIDA(47% hommes et 45% de femmes ; plus de filles que de garçons sont infectées par le vih/SIDA, seule une femme sur cinq sait quand elle est en période féconde(faible connaissance de fécondité de 21%), le Burundi est l'un des pays qui a un fort pourcentage de jeunes filles qui justifient la violence basée sur le genre(63% femmes et 48% hommes).

Selon le rapport du Ministère de l'éducation et de la recherche scientifique, le Burundi a enregistré 1.233 cas de grossesses à l'école durant l'année scolaire 2019-2020. Les résultats des échanges menés dans les deux focus-group organisés respectivement en dates du 15 et 16 Mars 2022 dans les enceintes de Share Net Burundi montrent que :

### 1.1.1. Les principales sources d'informations en matière de SDSR pour les adolescent(e)s et jeunes au Burundi sont :

- **Les pairs** (cette source semble être la plus privilégiée même si on n'est pas certain que les informations reçues sont correctes). Pour les catégories minoritaires comme les travailleuses de sexe, les usagers de drogues, les autochtones, les jeunes vivants avec le VIH, cette source est plus utilisée parce qu'ils n'ont pas d'autres sources suite à la discrimination par l'entourage, la communauté, par les familles.
- **Les réseaux sociaux** (cette source est exploitée par une faible partie des jeunes compte tenu des moyens limités pour y accéder. Elle a aussi des limites quant à la fiabilité des infos qui y sont diffusés et peuvent parfois être en contradiction avec les valeurs et les normes de référence traditionnelles de ces jeunes, ce qui provoque des sentiments de perte de repères et de doute)
- **Les églises** (bien qu'elles mobilisent une grande partie de jeunes, peu d'informations sur la SDSR y sont données suite aux normes et valeurs imposées par la religion)
- **Les parents** (ils devraient être la principale source mais les parents se heurtent aux normes culturelles, ignorance ou faible connaissance du domaine par les parents)
- **L'école** (les curricula et programmes scolaires prévoient des cours à un certain niveau de l'enseignement mais la SDSR n'est pas suffisamment abordée et les enseignants y réservent peu de temps suite au volume d'autres cours, de l'ignorance du sujet et des croyances culturelles et religieuses)
- **Les clubs de santé** (dans certaines écoles, il existe des clubs de santé ou clubs stop sida mais l'adhésion reste volontaire et leurs encadreurs n'ont pas assez de connaissances et surtout de compétences pour aborder aisément la SDSR)
- **Les formations sanitaires** (Certains centres de santé public et privés ont initié cette stratégie de « Centres de santé amis des jeunes » mais peu d'entre eux répondent aux normes par rapport aux infrastructures, aux horaires d'accueil des jeunes, aux équipements nécessaires et aux prestataires formés dans l'accueil et l'offre des services aux adolescents et jeunes)
- **Les travailleuses domestiques** (se substituant aux parents souvent absents ou démissionnaires dans leurs responsabilités, les « bonnes » deviennent des confidentes des adolescentes et leur donnent les informations à leur portée, vraies ou fausses !)
- **Associations/ mouvement de jeunes** (lorsque les leaders ou encadreurs de ces organisations ont des connaissances sur le sujet, ils constituent un cadre convivial des informations sur la SDSR).

### 1.1.1. Les difficultés rencontrées par les adolescents et le jeunes au cours de la recherche d'informations sur la SDR

- Les barrières socio-culturelles (sexualité considérée comme sujet tabou),
- Les croyances religieuses
- Le niveau d'instruction/analphabetisme des parents
- L'absence de dialogue parents-enfants
- Les politiques et lois du pays sensibles, restrictives
- La discrimination ou auto discrimination de certaines catégories de jeunes suite à leur statut sérologique, leur tendance sexuelle, leur état de santé, leur handicap. Cette discrimination est dès fois observée même dans les formations sanitaires parce que les prestataires ne sont pas formés sur le domaine de la SDR spécialement pour ces catégories (exemple des IST qui surviennent pour les SHS, les prestataires sont étonnés et parfois refusent de soigner ce genre de patients ou le gronder).

### 1.1. Les domaines prioritaires où les changements sont nécessaires pour améliorer l'accès à l'information sur la SDR :

- Sensibilisation et renforcement des capacités des parents pour une meilleure communication parents-enfants sur la SDR
- Plaidoyer auprès des décideurs politiques pour une meilleure compréhension du domaine de la SDR afin de voter des lois favorables et de veiller au contrôle des actions de promotion de la santé des adolescents et des jeunes
- Amélioration de l'accès à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductives dans les formations sanitaires conformément aux normes internationalement reconnues par l'OMS particulièrement pour les catégories défavorisées et minoritaires;
- Sensibilisation des leaders religieux sur leur rôle dans la SDR pour atteindre les objectifs démographiques du pays;
- Mener des études et enquêtes périodiques pour mieux comprendre le sujet et proposer de meilleures stratégies pouvant éclairer les décideurs à prendre des décisions appropriées (plaidoyer basée sur des évidences)

- Mettre un focus sur les travailleuses domestiques qui quittent la campagne, sont engagées comme des « bonnes » et sont par la suite engrossées soit par leurs collègues, leurs patrons, les enfants de leurs patrons et deviennent prématurément des mamans, ne pouvant pas retourner à la campagne elles deviennent des travailleuses de sexe pour subvenir aux besoins de leurs enfants. Il faudrait des actions de sensibilisation à leurs endroits et des activités visant l'autonomisation socio-économiques de celles devenues mères; etc

### 1.1. Quel de produits à développer adapté et quel mode de diffusion:

- **Contenus visuels:** qui peuvent être diffusés comme des messages à travers les médias les plus écoutées et les médias préférés par les jeunes
- **Contenus audio:** privilégier la stratégie avancée en allant trouver les jeunes dans leurs milieux de vie
- **Vidéos illustratives** à publier sur les réseaux sociaux
- Produire et diffuser dans les milieux plus fréquentés par les jeunes les outils de communications adaptés aux groupes cibles

### 1.2. Recommandations

#### 1.2.1. A l'endroit du Gouvernement et ses partenaires

- Renforcer et utiliser efficacement les relais communautaires (Agents de Santé Communautaires, jeunes pairs éducateurs) pour sensibiliser les communautés sur la SDR
- Mener régulièrement des études/enquêtes pour collecter les opinions de toutes les parties prenantes afin de mener un plaidoyer basé sur des évidences et de développer des outils de communication répondant aux besoins exprimés par les bénéficiaires;
- Harmoniser la terminologie utilisée en matière de SDR par la production des programmes et supports de communication avec des messages clairs, non confus tout en respectant les valeurs culturelles burundaises.
- 

#### 1.1.1.A l'endroit de Share Net Burundi

- Elargir le partenariat avec d'autres médias pour une large diffusion des messages au public et une diversification des canaux de communication
- Etendre la zone d'intervention surtout en milieu rural pour toucher plus de jeunes
- Diversifier les partenaires ou communauté de pratique en essayant d'augmenter l'enveloppe budgétaire prévue pour appuyer plus de partenaires surtout pour toucher les catégories les plus défavorisées en matière de SDR

- Renforcer les capacités de ses partenaires pour être plus innovants et proactifs
- Favoriser le réseautage pour plus de synergie d'action
- Ouverture de partenariats avec les confessions religieuses:
- Mettre un accent particulier sur le changement des politiques et programmes du pays et faire le monitoring de la mise en application et documenter les stratégies les plus efficaces sur terrain pour les mettre à l'échelle;
- Initier une semaine dédiée à la SSRAJ avec des foires, expositions de produits, émissions, conférences, etc.

## Etude de cas: Yaga Burundi

Pour en savoir plus Yaga et sa place dans les programmes de santé sexuelle au Burundi, Share-Net Burundi a échangé avec Dr Jean-Marie Blaise Migabo, coordinateur d'un projet sur la communication de masse en SDRS.

Yaga est le collectif des blogueurs burundais. Il fonctionne sous l'égide de l'association à but non lucratif AJEBUDI, enregistrée auprès du ministère de l'Intérieur sous le numéro d'ordre 530/21389 du 20 novembre 2019. En l'espace de 5 ans, Yaga est devenue un espace civique alternatif dans un environnement médiatique difficile. Il traite d'un large éventail de problématiques, différentes autorités participent activement aux événements de Yaga et dialoguent avec les jeunes. Plus de 150 jeunes Burundais ont publié au total plus de 2000 articles d'opinion et / ou témoignages depuis 2015. Ce contenu a été vu plus de 3,5 millions de fois par plus d'un million d'utilisateurs.

## Influence et traduction des connaissances

Suivi par un public[1] plus de 500 000 personnes sur juste trois réseaux sociaux(389 900 abonnés sur Facebook, plus de 78 000 sur Instagram et plus de 38 800 sur Twitter), cette plateforme digitale participe spectaculairement à influencer le public burundais constitué majoritairement des jeunes actifs sur ces réseaux sociaux.

Grâce à des contenus ludiquement créés pour éduquer et divertir comme des vidéos de motion design pour résoudre les problèmes de stéréotypes et de préjugés communautaires dans le pays, et particulièrement pour traiter publiquement des sujets très sensibles, tout en garantissant l'anonymat des personnes qui s'expriment.

Ses débats mensuels #YagaNawe sont devenus un forum de discussion bien établi et inclusif au Burundi à cela s'ajoute des campagnes en ligne et hors ligne. Exemple: **#BurundiSansBoost, #NtaKorimuKwezi, #PoliticianWeWant** dont les contenus peuvent être trouvés sur toutes nos plateformes en ligne.

Yaga s'emploie à accroître l'accès à l'information et aux services de SSRAJ au Burundi à travers ses produits variés et adaptés à son groupe cible.

Yaga a commencé à s'intéresser de façon spécifique à la thématique de la SDRS en 2017. Ses blogueurs mènent des recherches-documentaire, des sondages d'opinions, donnent la parole aux experts pour décortiquer des sujets en rapport avec la sexualité. S'appuyant sur base de ces recherches, yaga développe des produits pour donner les vraies informations à ses abonnés à travers des vidéos explicatives, Facebook, des infographiques, des témoignages, des tik tok, des podcasts (un contenu audio numérique que l'on peut écouter n'importe où, n'importe quand, grâce à la technologie du flux RSS), des débats en présentiel ou on line.

## 1.1. Les principales thématiques abordées par YAGA

Yaga aborde plusieurs thématiques selon les circonstances du moment : la politique, la gouvernance, la culture, l'éducation, la santé en particulier la SDRS et la prévention de maladies diverses.

## 1.2. Les outils/ canaux de communications diversifiés de YAGA

Une plate-forme numérique, internet, Facebook, tik tok, instagram, twitter, youtube, whatsapp

## 1.3. L'origine du succès de Yaga

Yaga est un blog centré plus dans le décryptage que dans l'annonce, les témoignages sont au centre de ses productions alors que la plupart d'autres sont des médias qui racontent des faits. Yaga est une plate-forme ouverte à tous avec une flexibilité, une large ouverture d'expression (toute personne qui veut peut faire passer ses productions tant qu'elles cadrent avec la mission et les thématiques de Yaga et la déontologie du métier).

Yaga a été le premier médium burundais à utiliser tik-tok preuve que Yaga sait capter les centres d'intérêts des jeunes par une approche ludique, divertissante, des productions faites par les jeunes pour les jeunes, centrées sur les aspirations des jeunes (se mettre dans la peau du lecteur). Yaga donne la parole aux experts, fait intervenir des stars, des personnalités célèbres, etc.

Yaga intègre la dimension genre dans ses productions que ce soit dans les débats organisés( en diversifiant les personnes-ressources), dans les thèmes développés, dans le monitoring de son audience. Yaga est toujours au rendez-vous lors des campagnes comme celle des seize jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Membre des communautés de pratique de Share-Net Burundi, Yaga apprécie sa collaboration

Bonne collaboration, partage, complémentarité (ils ont des connaissances et on est dans la traduction des connaissances dans des termes accessibles, plus compréhensibles, synergie (appui dans la diffusion des activités de Share Net).

Principales difficultés rencontrées par YAGA

-Manque d'expertise locale dans certains domaines pour éclairer l'opinion (exemple : pas de sexologue qualifié au Burundi):

[1] Données au 18 Mars 2022, Yaga Burundi



- Le poids de la culture, de la religion et de la loi constitue un handicap pour traiter le sujet de sexualité considéré comme tabou et surtout les droits en SR. (certains concepts droit difficiles à aborder suite au (ce n'est pas à vous de parler de ce sujet)
- Pourquoi vous ? (crédibilité solution : experts)
- Financements/investissements limités

#### **1.4. Recommandations de YAGA à Share -Net est ses partenaires pour accroître l'accès à l'information de qualité à un grand nombre de jeunes au Burundi ?**

- Renforcer la diffusion des connaissances sur la SDSR au public dans des termes accessibles en évitant de donner des leçons de morale (attitude paternaliste);
- Améliorer la collaboration avec les leaders religieux et décideurs politiques. Ils ont une grande audience, comme nos alliés parce que la religion peut être un frein aux messages;
- Elargir le public cible surtout atteindre davantage le milieu rural
- S'appuyer sur les détenteurs de connaissances « Parole d'experts » pour un mener un bon plaidoyer.

#### **CONCLUSION**

Ce travail a été réalisé dans le cadre de la préparation de la Conférence de Co-Création (CCC) de Share-net International prévue au mois juillet 2022 en Colombie. Une approche participative, impliquant autant que possible compte tenu du temps très courts les principales intervenants en SDSR nous a permis de glaner des informations pour produire le présent rapport. Les représentants des communautés de pratiques de Share-Net Burundi y compris les groupes défavorisés ou minoritaires comme les TS, les albinos, les autochtones (batwa), les jeunes vivants avec le VIH se sont exprimés sur les stratégies les plus adéquates pour améliorer l'accès à l'information de qualité et services adaptés aux adolescents et jeunes au Burundi. Ils nous ont permis de mettre à jour la cartographie des intervenants en SDSR et ont émis des recommandations pertinentes à l'endroit surtout du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers ainsi qu'à l'endroit de Share Net.

Les acteurs incontournables pour qu'il y ait des changements significatifs restent les parents qui doivent oser amorcer le dialogue sur la sexualité avec leurs enfants, les enseignants qui doivent aborder ce thème dans des termes compréhensibles aux jeunes pour réduire sensiblement les cas de grossesse des élèves, les formations sanitaires qui doivent créer un environnement favorable à l'offre de services conviviaux aux jeunes.

Au-delà de tout, les décideurs politiques et les leaders religieux doivent veiller à la mise en application des politiques et programmes liés à la SR et actualiser certaines lois encore défavorables. Les intervenants en SSRAJ se doivent de diversifier les canaux de communication, utiliser un langage clair dans leur communication, aller trouver toucher les jeunes dans leurs milieux de vie par une stratégie mobile avancée en s'appuyant sur les relais communautaires (animateurs de santé et les jeunes pairs-éducateurs), les réseaux sociaux deviennent de plus en plus, malgré les limites liées à leur accessibilité, la voie actuellement privilégiée pour faire passer des messages sur la SDSR aux jeunes.

Le travail fait par Share-Net Burundi est apprécié à sa juste valeur par ses partenaires aussi bien par le cadre national de coordination du secteur(PNSR) que par les membres des communautés de pratiques. Ces dernières devraient être multipliés et renforcées pour une synergie d'actions et harmonisation des interventions.

## Références bibliographiques

1. Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique (juillet 2021)
2. Stratégie nationale de lutte contre les grossesses des élevés et les abandons scolaires
3. <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2016-4-page-525.htm>
4. UNFPA(2018), L'Éducation Complète à la Sexualité – Données probantes et pratiques prometteuses en Afrique de l'Ouest et du Centre
5. <https://wcaro.unfpa.org/en/publications/comprehensive-sexuality-educationkey-considerations-implementation-and-scaling-west-and>
6. UNESCO, 2018. 11 UNFPA WCARO 2018, Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité. Une approche factuelle. Édition révisée.
7. UNESCO (2018-2020), Programme Nos droits, Nos Vies, Notre Avenir (O3), OMS(2019)  
Recommandations de l'OMS relatives à la santé et aux droits des adolescents en matière de sexualité et de reproduction



**Share-Net**  
**Burundi**  
The Knowledge Platform on  
Sexual and Reproductive Health & Rights



Boulevard de l'Uprona 33  
Bujumbura, Burundi  
Share-Net Burundi  
E: [info@sharenedbdi.com](mailto:info@sharenedbdi.com)  
T: +257 69 103 000  
[www.share-net-burundi.org](http://www.share-net-burundi.org)

©Share-Net Burundi2022